

L'euro en 2013 ?



Avec l'adhésion à l'Union Européenne, les

nouveaux pays membres ont déclaré leur volonté de s'associer également à l'union monétaire, basée sur l'usage d'une monnaie commune, l'euro.

Mais le fait d'être membre de l'UE n'entraîne pas automatiquement la transition vers la devise européenne, loin s'en faut puisqu'il faut pour cela remplir les fameux critères de convergences, estimés indispensables pour garantir la stabilité d'une monnaie commune, sans être affaibli par des Etats moins performants.

L'introduction de l'euro dans les nouveaux pays adhérents est un principe acquis, la date seule reste incertaine.

Si la Banque Centrale Européenne n'impose pas de délai d'introduction de la devise européenne aux pays membres, elle favorise la mise en oeuvre d'une politique de convergence puissante et crédible, facteur primordial pour accélérer l'adhésion à la zone euro. Parmi les 12 nouveaux pays membres, la Slovénie, Chypre, Malte et, depuis le 1er janvier 2009, la Slovaquie, ont déjà introduit l'euro. La Hongrie pourra-t-elle rester en jeu dans le concours de convergence de l'Europe Centrale et de l'Est ?

L'introduction de l'euro est strictement assujettie à l'accomplissement des critères de convergence qui recouvrent la maîtrise de l'inflation, de la dette publique, du déficit public, la convergence des taux d'intérêts et la stabilité du taux de change, qu'on appelle le ERM II (Exchange Rate Mechanism). Ce système est considéré comme le hall de la zone euro car la monnaie du pays candidat est fixé par rapport à l'euro pendant 2 ans, permettant ainsi de minimaliser les risques liés à la libre circulation d'une devise, conduite par la loi de l'offre et de la demande.

Malheureusement la Hongrie n'appartient pas au groupe des meilleurs élèves de l'UE, et l'introduction de l'euro reste un rêve lointain, très difficile à réaliser. Les dettes hongroises et le déficit public sont loin des indices favorables, de plus la situation est aggravée par la crise financière, touchant fortement la monnaie des pays en dehors de la zone euro.

D'après certaines analyses, le crédit IMF pourrait éventuellement réduire les dégâts si le gouvernement en profite pour remplacer les crédits chers par des sources de financement plus convenables, parallèlement bien sûr à la réduction de l'inflation et à la diminution des dépenses publiques de 300 milliards de HUF en 2009. Les pronostics les plus optimistes prévoient l'adhésion à la ERM II en 2009, à condition de mener une politique d'austérité, impopulaire, mais permettant de remporter une victoire politique pour le gouvernement s'il parvient à fixer l'introduction de l'euro en 2011 et à l'annoncer juste avant les élections de 2010. Néanmoins la plupart des prévisions parlent d'une adhésion à l'union monétaire plus lointaine, prévision qui prend en compte le déficit d'une politique de financement rigoureuse et cohérente à moyen terme. 2013 semble donc être la date la plus envisageable pour l'introduction de l'euro en Hongrie, avec l'adhésion à l'ERM II deux ans plus tôt, en 2011.

Mais pourquoi cherche-t-on à ce point à accélérer les choses? Parce que les avantages sont considérables : un nouveau élan à la croissance économique, produit par la disparition des coûts et des risques liés à la fluctuation du taux de change, la diminution des taux d'intérêts, facilitant le financement des entreprises, par la simplification du commerce international et l'accélération du tourisme.

Quant à ses concurrents à l'échelle européenne, la Hongrie a vraiment besoin de changer de vitesse pour leur faire face et rester en jeu, car la Pologne a déclaré son intention d'adhérer à l'ERM II en 2011 et les pays baltes prévoient d'introduire l'euro en 2012.

Kata Bors

- 18 vues

Catégorie

Société